

Des député-es européen-nes lancent une initiative "Stop Corruption"

vendredi 20 février 2009

Les député-es à l'origine de cette initiative font observer que le pétrole et les minerais exportés par l'Afrique représentent près de six fois le montant de l'aide internationale, mais que cette richesse au lieu de profiter aux populations alimente les conflits, inégalités et violations des droits humains, du fait notamment de la corruption qui existe au plus haut niveau des sphères politique et financière.

Ces député-es soulignent aussi que si l'Union européenne a mis en place des outils de lutte contre la corruption ("abus de pouvoir pour obtenir un avantage personnel"), c'est essentiellement pour protéger ses propres intérêts, mais pas ceux des peuples du Sud spoliés de leurs richesses, dont une partie transite pourtant dans les circuits financiers européens.

Ils proposent donc aux européen-nes de manifester leur refus d'une telle injustice en **signant la pétition** suivante :

En tant que citoyen(ne) de l'Union européenne, je demande instamment à la Commission et aux Etats membres de proposer des mesures législatives et de mettre en oeuvre des mécanismes de lutte contre la corruption en général, et en particulier dans les relations de l'UE avec les pays tiers.

Au-delà de cette déclaration de principe, un **catalogue de mesures anti-corruption** est proposé :

- Lutte contre la corruption dans les pays en développement

Transparence dans l'octroi des aides de l'UE, conditionnalité de l'aide, appui au renforcement des mécanismes anti-corruption locaux, réglementation plus stricte des exportations d'armes...

- Lutte contre la corruption dans l'exploitation des ressources naturelles par les pays riches

Meilleur encadrement de l'activité des sociétés exploitant les matières premières (industries extractives), lutte contre l'exploitation forestière illégale et le commerce illicite du bois...

- Prévenir la corruption dans le secteur financier

Renforcement de la lutte contre le blanchiment, contre l'évasion fiscale, meilleure surveillance des sociétés offshore et de l'utilisation des revenus tirés de l'exploitation des ressources naturelles, meilleure répression des faits de corruption avérés...

- Mettre fin à l'impunité

Renforcement des dispositifs de coopération judiciaire, établissement d'une "liste noire" de dirigeants ou fonctionnaires convaincus de corruption, gel des avoirs en Europe des personnes concernées...

- Agir pour un renforcement de la lutte anticorruption au niveau mondial

Ratifier, appliquer et faire appliquer tous les instruments internationaux et régionaux de lutte contre la corruption, en particulier la Convention des Nations Unies contre la corruption (UNCAC) (déjà ratifiée par l'UE et une majorité d'États membres de l'UE). Ne traiter, et en particulier n'accorder des aides, qu'aux pays qui ont ratifié ce dispositif...

Cette initiative est lancée par les eurodéputé-es suivant-es :

Ana GOMES (PSE, Portugal)

Fiona HALL (ALDE, Royaume Uni)

José RIBEIRO E CASTRO (EPP, Portugal)

Luisa MORGANTINI (GUE, Italie)
Marie-Hélène AUBERT (Les Verts, France)
Ryan EOIN (UEN, Irlande)

Elle est **soutenue** par les ONG Transparency international et Global Witness.

Pour plus d'infos et pour signer la pétition en ligne :
<http://www.stopcorruption.eu/index.php>

P.-S.

A consulter sur le site d'Adéquations :

- Rubrique [Responsabilité sociale des entreprises et lobbying](#)
 - Rubrique [Paix et conflits](#)
 - Rubrique [Economie](#)
-